



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Automobile

Le bénéfice plonge, Mercedes-Benz taille dans ses coûts

Après Volkswagen, Mercedes-Benz a dévoilé jeudi un plan d'économies de plusieurs milliards d'euros alors que le groupe perd du terrain en Chine et sur le ...

• (Page 08)

Electricité

EDF engrange un bénéfice record pour 2024

Le géant électricien français EDF, revigoré par le redressement de sa production électrique, a annoncé des ...

• (Page 08)

Banque

CBI Togo célèbre ses 10 ans avec un forum clientèle

• (Pages 03)



3ème Sommet du G25 sur le café en Afrique

• (Pages 05)

Déclaration de Dar es Salaam sur les opportunités d'emploi

Afrique de l'Ouest

La CEDEAO trace la voie du développement rural

La Direction de l'agriculture et du développement rural (DARD) de la Communauté économique des États de ...

• (Page 02)

Pèlerinage à la Mecque

Lancement officiel du Hadj 2025 au Togo

Le Togo se prépare pour le grand pèlerinage à la Mecque. Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la ...

• (Pages 04)

Capitalisation boursière

La BRVM franchit le cap des 11 000 milliards de FCFA

Un record historique pour la place financière régionale. La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a marqué un tournant décisif ...

• (Page 06)

Le Togo au FESPACO 2025

Une participation sous le signe de la réforme cinématographique

Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) a ouvert sa 29e édition ce samedi à Ouagadougou, sous la présidence ...

• (Page 11)



Advertisement for Canalbox. It features a man looking at his phone. Text includes: 'NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS', 'OPTÉZ POUR L'ILLIMITÉ', 'ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*', and 'CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ'. Contact information: 8866 www.canalbox.tg. Fine print: 'Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START'.

Afrique de l'Ouest

La CEDEAO trace la voie du développement rural

La Direction de l'agriculture et du développement rural (DARD) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a conclu avec succès une retraite stratégique de cinq jours qui s'est tenue du 10 au 14 février 2025 à Zuma Resort, dans l'État du Niger, au Nigeria.

• Vivien Atakpabem

La retraite a rassemblé les dirigeants de la DARD, les gestionnaires de projets, les experts en suivi et évaluation (S&E) et le personnel travaillant avec la DARD. L'événement s'est concentré sur la stratégie, le partage des connaissances, l'examen des réalisations passées, l'alignement sur la vision de la CEDEAO pour le développement agricole, et la promotion de la collaboration pour atteindre la sécurité alimentaire et le développement rural durable à travers l'Afrique de l'Ouest. Il a également été l'occasion d'assurer l'intégration technique de quatre nouveaux professionnels qui ont rejoint la CEDEAO entre décembre 2024 et janvier 2025. La session de travail de cinq jours a été ouverte par le Directeur de l'agriculture et du développement rural, M. Alain Sy TRAORE, qui a souhaité la bienvenue à l'ensemble du personnel et des experts, y compris le personnel nouvellement recruté, et a souligné l'importance de l'événement pour aligner les efforts de la direction sur la vision plus large de la CEDEAO. « Cette retraite est une occasion cruciale pour nous de réfléchir sur nos réalisations, d'aligner nos efforts sur la vision plus large de la CEDEAO, et de tracer une voie pour l'avenir. En encourageant la collaboration et l'innovation, nous pouvons nous assurer que nos programmes agricoles ont un impact durable sur la sécurité alimentaire et le développement rural. Le Directeur a fait des présentations



détaillées sur la mission, la vision, les départements et les organes directeurs de la CEDEAO, l'organigramme de la DARD et d'autres secteurs connexes au sein de la direction. La chargée de programme du suivi et de l'évaluation de l'ECOWAP/CAADP, Mme Fatmata L. SEIWOH, a donné une vue d'ensemble de l'ECOWAP et du cadre continental du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), et a expliqué comment les efforts des Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) et du Plan régional d'investissement agricole (PRIA) complétaient le PDDAA. Chaque unité de la DARD a fait une présentation détaillée de ses réalisations, de ses interactions avec les projets et les programmes, et de ses perspectives d'avenir. Les participants ont pu assister à des présentations de projets d'initiatives clés telles que l'Agenda du riz, EAT, PAOLAO, USAID IL02B, le suivi et l'évaluation du PDDAA, la gestion des risques, les systèmes d'information agricole, le développement de l'agro-industrie et des chaînes de valeur, la pêche marine et continentale, et le développement de l'aquaculture. Les participants

ont également participé à des sessions de partage des connaissances sur les outils de communication et les systèmes de gestion interne, notamment SharePoint, WhatsApp, Twitter et Facebook. Des sessions pratiques sur la planification du travail et l'établissement de rapports ont complété la journée, permettant aux participants d'acquérir des compétences essentielles pour une gestion de projet efficace. Étant donné que la direction dispose également d'un solide système de gestion Web, des lignes directrices claires ont été établies en matière d'initiatives informatiques. L'un des points forts de la retraite a été les activités de renforcement de l'esprit d'équipe animées par l'experte en la matière, Mme Olubusola OGUNLOLU. Ces activités ont permis aux participants de nouer des liens personnels tout en renforçant l'importance de la collaboration au sein d'une équipe. Les activités de renforcement de l'esprit d'équipe ont directement reflété la nature collaborative du travail de la DARD, où les différentes unités se sont défiées les unes les autres dans différents exercices pour mettre en œuvre des programmes agricoles.

AUX DECIDEURS ...

Une décennie d'engagement et d'innovation

Dix ans, c'est à la fois une étape et un point de départ. Coris Bank International Togo (CBI Togo) célèbre une décennie de présence sur le marché bancaire togolais avec une ambition renouvelée : être une banque plus proche, plus rapide et plus performante. Le forum clientèle organisé pour l'occasion le 20 février 2025 illustre cette volonté de renforcer la relation avec les clients et partenaires.

Dans un monde où les institutions financières sont souvent perçues comme rigides et impersonnelles, Coris Bank choisit une autre voie : celle de la proximité et du dialogue. Briser la barrière entre le banquier et le client, tel est l'objectif affiché par Alassane Kaboré, Directeur Général de CBI Togo. Le succès de cette approche est indéniable : une clientèle toujours plus nombreuse et un réseau en expansion.

79 000 clients bancaires, 195 000 utilisateurs de Coris Money et 17 agences à travers le pays. Ces chiffres ne sont pas anodins. Ils témoignent d'une institution qui a su adapter ses services aux besoins du marché togolais. La remise de distinctions aux sous-agents et partenaires de Coris Money est une preuve supplémentaire de cette stratégie axée sur la reconnaissance et la valorisation des acteurs clés du secteur.

Aujourd'hui, les clients veulent une banque qui réponde à leurs attentes sans délai et dans un cadre sécurisé. CBI Togo l'a compris et veut devenir une "banque rare", synonyme de réactivité et d'efficacité. Sa certification ISO atteste de son engagement à fournir des services de qualité, dans le respect des normes internationales.

Les défis sont nombreux : régulations de la BCEAO, lutte contre le blanchiment d'argent, finance islamique, gestion des devises... Autant d'enjeux abordés lors du forum, prouvant que la banque ne se contente pas de suivre les règles, mais entend jouer un rôle actif dans la modernisation du secteur financier togolais.

L'inauguration du nouveau siège social en 2024 au cœur de Lomé symbolise cette ambition : offrir un cadre moderne et innovant pour mieux servir les clients et partenaires. Coris Bank ne veut pas seulement être un acteur bancaire de référence ; elle veut être un moteur de développement, une banque qui accompagne la croissance économique du pays.

Dix ans après son arrivée au Togo, CBI Togo prouve qu'elle ne se repose pas sur ses acquis. Elle construit l'avenir avec audace et détermination. Une banque "autrement", tournée vers l'innovation et l'excellence. L'histoire ne fait que commencer.

M.T

Image du jour

LANCEMENT DU
PAJEC
Projet d'accompagnement des jeunes hommes et femmes entrepreneurs sur les chaînes de valeur créatrices d'emplois

24 FEV 2025 à 9h
HÔTEL 2 FÉVRIER

PAJEC, le coup d'accélérateur pour la croissance de votre entreprise

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	CNU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	CNU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	CNU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	CNU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	CNU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	CNU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Banque

CBI Togo célèbre ses 10 ans avec un forum clientèle

Pour marquer une décennie de présence au Togo, Coris Bank International Togo (CBI Togo) a organisé un forum clientèle le jeudi 20 février 2025 à Lomé. L'événement a offert une occasion unique aux clients et partenaires de mieux appréhender les services bancaires, les obligations réglementaires et les solutions innovantes mises en place par l'institution bancaire pour répondre à leurs attentes.

• Hélène Martelot

Allassane Kaboré, Directeur Général de Coris Bank International Togo, a ouvert l'événement en expliquant qu'après dix ans de présence au Togo, il leur semblait important de marquer une pause pour réfléchir à leur avenir. « Ce forum est une occasion pour nous de renforcer la relation avec nos clients, car notre réseau est construit autour de leur satisfaction. Nous avons choisi de briser la barrière entre le client et son banquier », a-t-il indiqué. Le forum a permis aux clients de découvrir non seulement le fonctionnement interne de la banque, mais aussi de poser des questions directement aux responsables, une occasion rare pour les clients d'avoir un échange en face-à-face avec les décideurs de l'établissement bancaire.

Qualité des ser-



vices

Koffi Messan Messie, directeur de la clientèle de Coris Bank International Togo, a précisé l'importance de cet événement. « Pour célébrer nos dix ans de présence au

Togo, nous avons organisé ce forum afin de répondre aux questions de nos clients et d'échanger sur leurs attentes. C'est aussi l'occasion de leur expliquer les régulations auxquelles nous devons nous conformer, notamment la nécessité de connaître l'origine des fonds déposés », a souligné M. Messie en ajoutant que cela fait partie de leur engagement à respecter les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Coris Bank International Togo se distingue par sa certification ISO, un gage de qualité dans ses processus et services. « Nous avons mis en place des procédures rigoureuses pour assurer la satisfaction de nos clients, depuis leur accueil jusqu'à la gestion de leurs comptes », a expliqué M. Messie. En plus de cette certification, la banque a annoncé son engagement à devenir une « banque rare ». « Cela signifie une banque plus rapide

et plus réactive. Nous savons que les clients veulent des réponses immédiates à leurs demandes et des services sans retard. Nous mettons tout en œuvre pour offrir une expérience client fluide et efficace, et ce, dans un cadre sécurisé

», a ajouté Koffi Messan Messie.

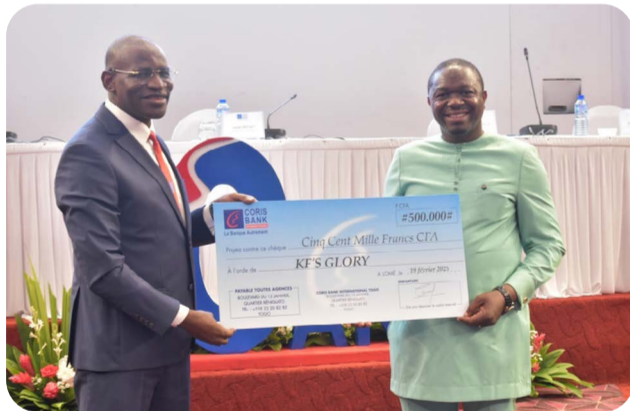
Remise de distinctions

Un des points forts de cette rencontre a été la remise de distinctions aux sous-agents et partenaires de Coris Money, récompensant leurs performances remarquables en 2024. Cette initiative illustre l'engagement de la banque à renforcer son réseau et à valoriser ses collaborateurs. Le forum a également abordé des thématiques clés telles que la finance islamique, les obligations réglementaires et la gestion des

devises. La banque a rappelé son respect des exigences de la BCEAO et des règles internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En dix ans, Coris Bank International Togo s'est imposée comme une institution bancaire de référence, innovante et proche de sa clientèle. Ce forum marque une nouvelle étape dans son engagement à accompagner ses clients vers une expérience bancaire plus transparente, efficace et sécurisée.

Empreinte d'un géant

En dix ans, CBI Togo a su bâtir une banque qui se distingue par sa rapidité, sa réactivité et son accompagnement sur mesure. Avec aujourd'hui, avec plus de 79 000 clients bancaires, 195 000 utilisateurs de Coris Money et un réseau de 17 agences à travers le Togo. Ce qui consolide sa position en tant que 3ème acteur bancaire du Togo. Le nouveau siège social, inauguré en 2024 au cœur de Lomé, symbolise sa volonté d'aller encore plus loin, en offrant un cadre moderne et innovant pour mieux servir ses clients et partenaires. Ce bâtiment incarne l'ambition de la marque Coris d'être une banque autrement, une banque, tournée vers l'avenir.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services [variation annuelle en %]	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services [variation annuelle en %]	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Pèlerinage à la Mecque

Lancement officiel du Hadj 2025 au Togo

Le Togo se prépare pour le grand pèlerinage à la Mecque. Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière, Awaté Hodabalo, a donné le coup d'envoi officiel du Hadj 2025 lors d'une réunion de la Commission Nationale du Hadj (CNH) à Lomé.

Wilson Lawson

L'événement a rassemblé plusieurs acteurs impliqués dans l'organisation du pèlerinage, confirmant un quota de 2 425 pèlerins togolais et annonçant des améliorations pour cette édition. La cérémonie de lancement du Hadj 2025 s'est tenue le jeudi 20 février 2025 au ministère de l'Administration Territoriale. Présidée par le ministre Awaté Hodabalo, cette réunion a vu la participation des membres de la CNH, des représentants de plusieurs ministères, de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) et des agences de voyage partenaires. Lors de son allocution, le ministre a souligné l'engagement du gouvernement à garantir un pèlerinage organisé dans les meilleures conditions possibles. Il a annoncé que le coût du Hadj 2025 restera fixé à 3 270 000 francs CFA, comme l'année précédente. Les inscriptions, ouvertes depuis décembre 2024, prendront fin le 5 mars 2025. Les vols, opérés par Ethiopian Airlines et Fly Nas, s'effectueront entre le 22 et le 25 mai 2025, avec des retours prévus du 14 au 22 juin 2025. Plusieurs innovations ont été introduites cette année pour améliorer l'expérience des pèlerins. Parmi celles-ci, la mise à disposition de cuisinières togolaises



en Arabie Saoudite pour préparer des repas locaux, le maintien de logements plus proches des sites religieux, ainsi que l'intégration du coût des bouteilles d'eau bénite "Zam Zam" dans les frais de voyage.

Un moment spirituel majeur pour les fidèles musulmans

Le Hadj représente un moment spirituel majeur pour les fidèles musulmans, et son organisation minutieuse est essentielle pour garantir un pèlerinage réussi. La stabilité du coût du voyage, malgré les défis économiques, témoigne de la volonté des autorités togolaises d'alléger la charge financière des pèlerins. L'implication des compagnies aériennes et la négociation pour raccourcir les séjours inutiles témoignent d'une meilleure organisation, réduisant ainsi la fatigue et les dépenses des pèlerins. De plus, l'appel à la discipline et au respect des règles locales, notamment l'interdiction de produits prohibés en Arabie Saoudite, souligne l'importance d'une

préparation rigoureuse pour un pèlerinage en toute sérénité.

Cinquième pilier de l'Islam

Le Hadj, cinquième pilier de l'Islam, est une obligation religieuse pour tout musulman en capacité physique et financière de l'accomplir. Chaque année, le gouvernement togolais met en place des dispositifs pour assurer une organisation fluide et efficace de ce voyage. Avec déjà 1 800 inscriptions enregistrées, la dynamique pour le Hadj 2025 est bien lancée. Le soutien des autorités togolaises et des agences de voyage est unanimement salué, notamment par El Hadj Abodji Tapha, président de l'ENAVOTH, et El Hadj Sanni Karim, vice-président de l'Union Musulmane du Togo. Leur reconnaissance envers l'État témoigne d'un engagement constant en faveur des pèlerins togolais, consolidant ainsi la confiance des fidèles en cette organisation annuelle.

Grand Lomé

Le Gouverneur reçoit l'ambassadeur de France et la directrice de l'AFD

Dans le cadre du suivi des projets financés par l'Agence Française de Développement (AFD) au Togo, Madame Zouréhatou KASSAH-TRAORÉ, Gouverneur du District Autonome du Grand Lomé (DAGL), a reçu le 17 février 2025, Augustin FAVEREAU, Ambassadeur de France au Togo, et Mme Zolika BOUABDALLAH, Directrice de l'AFD au Togo. La rencontre a permis d'évaluer les projets en cours et d'annoncer de nouvelles initiatives en faveur du développement du Grand Lomé.

Junior Aredola

La réunion entre le Gouverneur du Grand Lomé et les représentants français a porté sur la coordination et l'évaluation des projets soutenus par l'AFD dans la capitale togolaise. Ce fut une occasion d'échanger sur les réussites, les défis et les perspectives d'amélioration des actions menées. Les discussions ont mis en avant le Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL), qui a considérablement amélioré les conditions de vie des habitants en matière d'assainissement et de gestion des déchets. Le Gouverneur du DAGL a salué cette coopération bénéfique : « Nous apprécions vraiment l'appui de l'AFD dont bénéficie le District Autonome du Grand Lomé et je tiens à vous remercier pour cette belle coopération. » L'un des points marquants de cette rencontre fut l'annonce de la construction prochaine d'une centrale solaire photovoltaïque dans la préfecture d'Agoè-Nyivé. Ce projet, d'une capacité comprise entre 8 et 10 MW, sera financé à hauteur de 10 millions d'euros par l'AFD. L'électricité produite sera injectée dans le réseau de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) pour répondre aux besoins en



consommation domestique.

Pour le développement urbain

La coopération entre le DAGL et l'AFD témoigne d'un engagement durable en faveur du développement urbain et environnemental de Lomé. Le Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL), qui en est à sa quatrième phase, illustre les efforts déployés pour améliorer l'assainissement et la gestion des déchets. L'annonce d'une centrale solaire vient renforcer les ambitions du Togo en matière d'énergies renouvelables et de réduction de sa dépendance aux énergies fossiles. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large visant à garantir une électricité propre et accessible aux populations. En outre, les discussions ont

souligné la nécessité d'une meilleure gouvernance locale et d'une gestion plus efficace des infrastructures urbaines, des défis majeurs pour une capitale en pleine expansion comme Lomé. Le Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL), l'un des plus importants financés par l'AFD dans le pays, a démarré en 2007 et se poursuit à travers différentes phases, la dernière en date s'étendant jusqu'en 2027. Ces efforts s'inscrivent dans une volonté commune entre les autorités togolaises et la France d'améliorer durablement les conditions de vie des citoyens de Lomé. Grâce à ces initiatives, le Grand Lomé renforce progressivement son infrastructure urbaine et environnementale, tout en s'orientant vers des solutions plus durables et innovantes pour son développement.

Marché financier régional

Le Trésor Public togolais lève 16,5 milliards FCFA

Le Togo a réalisé une nouvelle levée de fonds sur le marché financier régional de l'UMOA ce vendredi 21 février 2025. Sur un objectif initial de 15 milliards FCFA via des Bons Assimilables du Trésor (BAT), le Trésor Public a retenu 16,5 milliards FCFA, malgré une forte demande des investisseurs atteignant 39,313 milliards FCFA, soit un taux de couverture impressionnant de 262,09 %.

Joël Yanlo

L'opération d'adjudication des Bons Assimilables du Trésor (BAT) confirme l'intérêt croissant des investisseurs pour les titres publics du Togo. Avec une soumission totale de 39,313 milliards FCFA pour 15 milliards recherchés, le gouvernement togolais a fait le choix stratégique de ne retenir que 16,5

milliards FCFA, conformément à sa politique de gestion prudente de la dette publique. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émission de titres publics du pays, visant à mobiliser des ressources financières pour financer les projets de développement et assurer le bon fonctionnement des finances publiques. Le taux de couverture exceptionnel de 262,09 % témoigne de la forte



confiance des investisseurs dans l'économie togolaise et dans la solvabilité du

pays sur les marchés financiers régionaux. Ce succès est le reflet d'une gestion maîtrisée de la dette et d'une crédibilité renforcée du Togo auprès des créanciers. En retenant 16,5 milliards FCFA, le gouvernement adopte une approche prudente et cohérente avec sa stratégie de gestion de la dette à moyen et long terme. Ce choix permet de limiter le surendettement tout en répondant aux besoins de financement du

pays. Le Togo est un acteur régulier sur le marché financier de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA), où il émet des titres publics pour financer son budget et ses projets d'investissement. L'émission de Bons Assimilables du Trésor (BAT) est une pratique courante permettant aux États membres de mobiliser des fonds à court terme. La performance du pays sur ce marché s'ins-

crit dans un contexte de consolidation budgétaire et de renforcement de l'attractivité des obligations souveraines togolaises. Avec des réformes économiques engagées pour améliorer la gestion des finances publiques, le Togo continue d'attirer la confiance des investisseurs, garantissant ainsi la stabilité et la croissance de son économie.

Le Togo en chiffres

Table with multiple columns and rows containing economic data for Togo, including trade indicators and commercial profile for the years 2016, 2017, 2018, 2019, and 2020.

3ème Sommet du G25 sur le café en Afrique

Déclaration de Dar es Salaam sur les opportunités d'emploi

Les 25 pays africains producteurs de café se sont réunis dans le cadre de la 3ème édition du Sommet Africain du G25 sur le café à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, du 21 au 22 février 2025, sous le thème « Débloquer des opportunités d'emploi pour les jeunes grâce à la régénération de l'industrie du café africain ». Le Togo, représenté par Enselme Gouthon, Secrétaire général du Comité de Coordination des Filières Café Cacao (CCFCC), y a pris une part active.



The United Republic of Tanzania
Ministry of Agriculture

**DÉCLARATION DE DAR-ES-SALAAM****3^E SOMMET AFRICAIN DU G25 SUR LE CAFÉ**

21-22 février 2025

Tenue à Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie

Nous, chefs d'État et de gouvernement des 25 pays africains producteurs de café, nous nous sommes réunis pour la 3^e édition du Sommet Africain du G25 sur le café à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, le 22 février 2025, sous le thème « Débloquer des opportunités d'emploi pour les jeunes grâce à la régénération de l'industrie du café africain ».

Inquiets du fait que si 50 % des pays africains produisent du café, sa part mondiale dans la production, la productivité et les revenus est en baisse depuis les dernières décennies ;

Conscients que 90 % du café africain est exporté sous forme brute en raison du manque d'usines de transformation et de torréfaction adéquates sur le continent ;

Considérant que l'Afrique, avec une population totale de 1,5 milliard d'habitants, a la population la plus jeune du monde (environ 70 % de moins de 30 ans) avec un taux de chômage élevé ;

Reconnaissant qu'il est urgent de débloquer des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes ; et

Notant la menace imminente du changement climatique sur le café et l'urgence de soutenir la recherche sur les variétés résistantes aux conditions climatiques plus difficiles, aux ravageurs et aux maladies.

Considérant que :

- le « café » a été adopté comme un produit stratégique dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine lors de la 37^e Assemblée des chefs d'État qui s'est réunie à l'UA à Addis-Abeba en février 2024 ;
- l'Organisation Inter-Africaine du Café (OIAC) est une agence spécialisée de l'Union Africaine dans le domaine du café ; et
- l'Accord sur la Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf) établi en 2018 fournit un instrument pour le commerce entre les pays africains sans droits de douane afin de stimuler une croissance économique durable sur le continent ;

CONVENIR DE :

1. Soutenir la recherche sur la valeur ajoutée du café pour permettre l'innovation et le développement de nouveaux produits, générer de nouvelles technologies sur les meilleures pratiques agronomiques, le développement de nouvelles variétés à haut rendement, de meilleure qualité et résistantes aux conditions climatiques plus difficiles, aux ravageurs et aux maladies ;
2. Soutenir l'investissement dans la valeur ajoutée du café et de ses produits et promouvoir la consommation nationale de café ;
3. Faire en sorte qu'au moins 50 % de la production de café africain soit torréfiée et commercialisée à l'extérieur ou à l'intérieur du continent d'ici 2035 ;
4. Innover et adopter de nouveaux outils technologiques dans la chaîne de valeur du café.

DEMANDER QUE :

1. l'Union Africaine représente l'Organisation Inter-Africaine du Café (OIAC) dans les négociations avec l'Union européenne dans le cadre de la modification du cadre réglementaire de l'UE, tel que l'EUDR, et de toute modification future de la réglementation de l'UE ;
2. Les pays membres de l'OIAC facilitent la création de centres d'excellence pour le café et d'un centre Africain de recherche sur le café ;



3. Les gouvernements Africains soutiennent les initiatives visant à augmenter la consommation nationale de café ; et
4. Les gouvernements Africains donnent à leurs ressortissants les moyens de s'engager dans des partenariats public/privé pour investir dans la valorisation du café au niveau local.

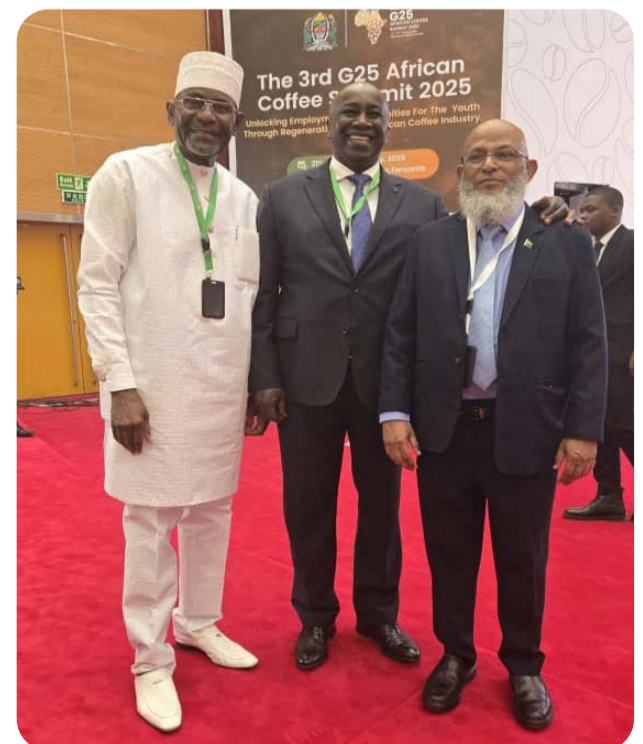
NOUS NOUS ENGAGEONS À

Organiser le Sommet Africain du G25 sur le café tous les deux ans. Le 4^e Sommet Africain du G25 sur le café sera organisé en 2027 à Addis Abeba en Ethiopie.

Approuvé à Dar-es-Salaam, ce 22 février 2025.

S.E. Hussein Mohamed Bashe
Ministre de l'Agriculture
République-Unie de Tanzanie

L'Honorable Prosper Dodiko
Ministre de l'Environnement,
de l'Agriculture et de l'Élevage
République du Burundi
Président en Exercice de l'Organisation
Interafricaine du Café (OIAC)



Capitalisation boursière

La BRVM franchit le cap des 11 000 milliards de FCFA

Un record historique pour la place financière régionale. La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a marqué un tournant décisif en atteignant 11 018,83 milliards de FCFA de capitalisation boursière le 21 février 2025.

● Junior Aredola

Cette performance exceptionnelle illustre non seulement la croissance soutenue des entreprises cotées, mais aussi la confiance grandissante des investisseurs et la bonne dynamique économique des pays de l'UEMOA. Au terme de l'année 2024, la BRVM affichait une capitalisation de 10 079 milliards de FCFA. En un peu moins de deux mois, cette valeur a progressé de 9,33 %, traduisant un engouement croissant des investisseurs pour le marché boursier régional. Ce bond en avant repose sur plusieurs facteurs à savoir la solidité des résultats des entreprises cotées, qui continuent d'afficher des performances positives malgré un contexte économique mondial incertain ; la diversification des titres disponibles, qui attire un éventail plus large d'investisseurs, tant institutionnels qu'individuels ; l'évolution des économies de l'UEMOA, qui favorise un climat d'affaires propice aux investissements boursiers.

Une bourse toujours



plus attractive

pour la BRVM

L'atteinte du seuil des 11 000 milliards de FCFA témoigne de la montée en puissance de la BRVM comme véhicule privilégié d'épargne et d'investissement. De plus en plus d'acteurs économiques considèrent désormais la bourse régionale comme une alternative crédible aux placements traditionnels, notamment dans un contexte de recherche de rendements attractifs. Cette croissance s'inscrit également dans une tendance globale d'approfondissement du marché financier ouest-africain, où les réformes et initiatives de modernisation visent à rendre la BRVM plus accessible et plus liquide.

Un avenir prometteur

Avec cette performance remarquable, la BRVM confirme son rôle central dans le financement des économies de l'UEMOA. L'objectif à moyen terme sera de maintenir cette dynamique haussière, en attirant davantage d'entreprises à la cotation et en renforçant la confiance des investisseurs. Alors que l'année 2025 débute sur une note encourageante, les perspectives restent optimistes pour la bourse régionale. La stabilité macroéconomique, couplée à des politiques favorables à l'investissement, pourrait permettre à la BRVM de continuer sur cette trajectoire ascendante et d'atteindre de nouveaux sommets dans les mois à venir.

FESPACO 2025

Les Nations Unies révèlent un financement de 156 400 \$

Le système des Nations Unies au Burkina Faso est fier de soutenir la 29^{ème} édition du FESPACO, célébrant les Cinémas d'Afrique et les Identités africaines. Rendez-vous du 22 février au 1^{er} mars à Ouagadougou.



Les Nations Unies au Burkina Faso, Partenaire du FESPACO 2025

(Ouagadougou, le 21 février 2025) – Le système des Nations Unies au Burkina Faso est fier d'apporter son appui à la 29^{ème} édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO), qui se tiendra du 22 février au 1^{er} mars 2025.

Placée sous le thème « Cinémas d'Afrique et identités culturelles », cette édition met en lumière le rôle du cinéma dans la valorisation des identités africaines, la promotion du dialogue interculturel et le renforcement de la cohésion sociale.

Dans le cadre de ce partenariat, les Nations Unies apportent un appui financier de 98 250 000 F CFA, (soit 156 400 dollars américains), incluant un prix officiel du Palmarès d'une valeur de près de 20 millions de FCFA. Cet engagement traduit leur volonté d'accompagner les acteurs culturels et de soutenir les initiatives qui favorisent l'inclusion, la diversité et le dialogue entre les peuples.

Le thème de cette 29^{ème} édition résonne avec les valeurs fondamentales des Nations Unies, en particulier la promotion de la diversité culturelle, le respect des droits humains et l'importance du vivre-ensemble.

« Le FESPACO est bien plus qu'un festival de cinéma : c'est une vitrine exceptionnelle du talent africain et un puissant vecteur de transformation sociale. En soutenant cette 29^{ème} édition, les Nations Unies réaffirment leur engagement en faveur des initiatives qui célèbrent la diversité, renforcent la cohésion sociale et valorisent le patrimoine culturel du continent », a déclaré Mme Carol Flore-Smerezniack, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Burkina Faso et Coordonnatrice Humanitaire.

Le Système des Nations Unies, en partenariat avec les autorités burkinabè, accompagne les efforts nationaux pour :

- Favoriser la transformation socioéconomique du pays à travers des initiatives porteuses de croissance et d'inclusion.
- Promouvoir une paix durable et une résilience accrue face aux défis multidimensionnels que traverse le Burkina Faso.
- Soutenir les industries culturelles et créative en tant que moteur de développement et levier d'intégration régionale.

Le FESPACO 2025 constitue une opportunité unique de valoriser le potentiel du cinéma africain et son rôle crucial dans la préservation des identités culturelles, le dialogue interculturel et la promotion d'un avenir harmonieux pour les peuples du continent.

Pour plus d'informations, prière contacter :

Mme Zéliya Tamboura, Cheffe du Centre d'Information des Nations Unies (CINU) Burkina Faso, zeliya.tamboura@un.org

Bureau de la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies, Coordonnatrice Humanitaire
Immeuble des Nations Unies | Koulouba | 01 BP 575 Ouagadougou 01 | Burkina Faso | rc-bf@un.org | Tél: (226) 25.49.06.10

Lutte contre la criminalité financière

La BAD s'associe à Interpol

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a franchi une étape importante dans sa lutte contre la corruption et la criminalité financière en signant aujourd'hui une lettre d'intention avec l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol). Le Groupe de la Banque est la première banque multilatérale de développement à établir une telle collaboration avec Interpol.

● Nicole Esso

La lettre d'intention a été signée mercredi 20 février 2025 par le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina et le secrétaire général d'Interpol, Valdecy Urquiza, qui s'est rendu au siège de la Banque à Abidjan. Ce partenariat renforcera la collaboration entre le Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption de la Banque africaine de développement et le Centre de lutte contre la criminalité financière et la corruption d'Interpol. Il sera axé sur le partage d'expertise, le renforcement des capacités d'enquête et l'élaboration de mesures préventives contre les nouvelles menaces de criminalité financière, notamment la cybercriminalité, les mesures de lutte contre la corruption et le financement de la lutte contre le terrorisme. Cette initiative intervient alors que l'Afrique est confrontée à d'importants défis liés aux



flux financiers illicites, estimés à près de 90 milliards de dollars par an, ce qui représente une perte de ressources qui pourraient être investies dans des besoins de développement essentiels, notamment dans les infrastructures d'approvisionnement d'eau et d'assainissement, de santé, d'alimentation et d'énergie. En tant qu'institution qui déploie environ 10 milliards

de dollars par an dans le financement du développement, dont la majorité est consacrée à des projets gouvernementaux, le Groupe de la Banque africaine de développement apporte un éclairage crucial sur les flux financiers régionaux et les défis du développement, a déclaré M. Adesina. « En tant qu'institution financière la plus transparente au monde

sur deux éditions consécutives [selon l'évaluation des portefeuilles souverains réalisée par Publish What You Fund], nous appliquons une tolérance zéro en matière de corruption et du financement du terrorisme », a déclaré le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. « En tant qu'institution financière la plus transparente au monde sur deux éditions consécutives [selon l'évaluation des portefeuilles souverains réalisée par Publish What You Fund], nous appliquons une tolérance zéro en matière de corruption et du financement du terrorisme », a déclaré le président du

Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. Les progrès rapides de la technologie numérique ont également entraîné une augmentation des crimes financiers sur Internet. Selon l'évaluation de la fraude financière mondiale 2024 d'Interpol, les compromissions de courriels professionnels, les arnaques amoureuses, l'hameçonnage et autres fraudes en ligne constituent des menaces croissantes pour l'économie numérique de l'Afrique. « La corruption et la criminalité financière comptent parmi les plus grands obstacles au développement économique et social en Afrique et dans le monde. La nature évolutive de la criminalité financière, en particulier dans l'environ-

nement numérique, nécessite des partenariats solides entre les forces de l'ordre et les institutions financières », a déclaré M. Urquiza, élu en novembre 2024 comme secrétaire général d'Interpol. « Le resserrement des relations entre Interpol et le Groupe de la Banque africaine de développement aidera les forces de l'ordre et les institutions financières en Afrique à lutter contre les menaces de plus en plus sophistiquées de la criminalité financière », a-t-il souligné.



vendredi 21 février 2025

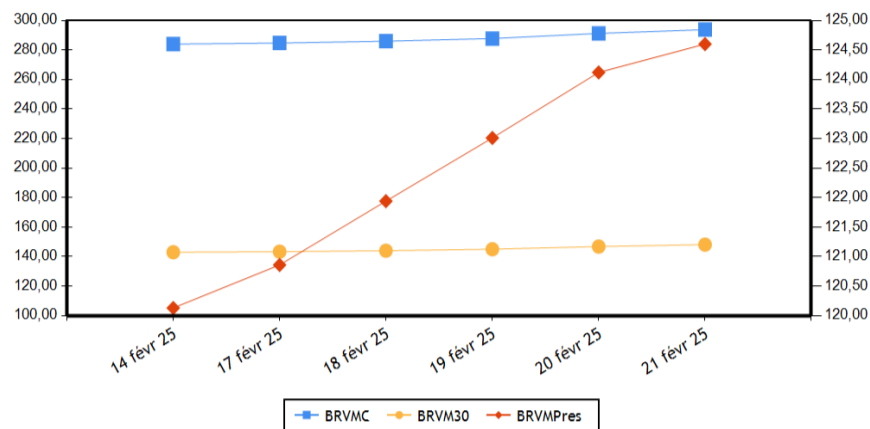
N° 37

BRVM COMPOSITE	293,78
Variation Jour	0,88 % ↑
Variation annuelle	6,43 % ↑

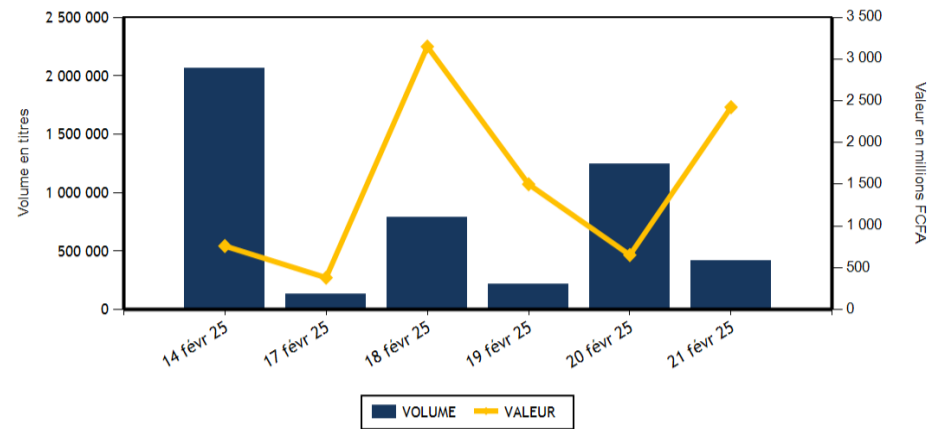
BRVM 30	148,15
Variation Jour	0,89 % ↑
Variation annuelle	6,78 % ↑

BRVM PRESTIGE	124,60
Variation Jour	0,39 % ↑
Variation annuelle	8,50 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 018 835 124 127	0,88 %
Volume échangé (Actions & Droits)	297 997	-75,82 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 907 989 933	277,35 %
Nombre de titres transigés	43	-4,44 %
Nombre de titres en hausse	18	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	8	-20,00 %
Nombre de titres inchangés	17	54,55 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	2 165	7,44 %	17,03 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 880	7,43 %	-1,05 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 995	6,35 %	15,79 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 690	5,86 %	13,91 %
SICABLE CI (CABC)	1 120	3,70 %	7,69 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	124,60	0,39 %	8,50 %	89 268	1 621 335 910	10,80
BRVM-PRINCIPAL	37	144,26	1,33 %	4,45 %	208 729	286 654 023	11,81

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	130,65	2,79 %	11,32 %	17 976	59 593 180	19,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	811,78	0,86 %	6,26 %	28 709	638 818 750	11,85
BRVM - FINANCES	15	106,49	0,60 %	4,66 %	188 339	1 043 191 783	7,28
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	-0,36 %	0,36 %	9 817	12 731 385	4,16
BRVM - AGRICULTURE	5	218,43	1,03 %	10,84 %	22 408	80 344 080	15,17
BRVM - DISTRIBUTION	7	373,45	0,47 %	11,38 %	26 160	62 305 430	22,01
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	671,88	-0,13 %	3,45 %	4 588	11 005 325	23,09

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	106,36	0,89 %	6,36 %	25 718	630 959 920	11,88
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,66	0,80 %	-0,34 %	20 366	31 538 975	22,82
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	104,65	0,59 %	4,65 %	188 339	1 043 191 783	7,28
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	113,78	2,35 %	13,78 %	26 626	120 264 525	19,91
BRVM - INDUSTRIELS	7	104,63	1,42 %	4,63 %	18 426	23 180 455	6,89
BRVM - ENERGIE	4	111,84	0,00 %	11,84 %	15 531	50 995 445	18,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	103,11	-0,15 %	3,11 %	2 991	7 858 830	10,87

Airbags Takata

Citroën immobilise 236'000 voitures dans le nord de la France

Citroën avait déjà appelé les usagers concernés par un problème d'airbags à passer au garage, depuis janvier, mais sans immobiliser les véhicules.

Quelque 236'900 propriétaires de Citroën C3 et DS 3 dans le nord de la France ont été appelés lundi à ne plus rouler le temps que soient changés leurs airbags, dans le cadre d'une nouvelle vague d'immobilisation liée au scandale Takata. Ces airbags sont susceptibles de causer de graves blessures et ont déjà provoqué au moins un décès en métropole et onze en Outremer, où le climat dégrade plus vite un de leurs composants, selon le ministère des Transports. Volkswagen, Nissan, BMW ou Toyota, entre autres, ont rappelé des millions de véhicules équipés de ces airbags dangereux, avec des campagnes de rappels encore en cours aujourd'hui. Suite à plusieurs accidents mortels, une première campagne d'immobilisation — appelée «stop drive» — avait déjà été lancée par Citroën et DS début 2024, dans le sud de l'Europe et au Maghreb, immobilisant des milliers d'automobilistes pendant des semaines.

Immatriculés entre 2008 et 2013

En France, elle concernait le sud du pays et surtout l'Outremer. La décision de com-



mencer les rappels par ces régions avait été prise «sur la base de critères de chaleur et d'humidité des climats sur le long terme», soit les deux facteurs qui endommagent ces airbags, selon Stellantis, la maison mère de Citroën et DS. Toyota et Volkswagen ont d'ailleurs demandé en janvier à des milliers de clients d'outremer de ne plus conduire non plus. Les véhicules concernés par le rappel de lundi sont situés au nord d'une ligne Lyon-Clermont-Ferrand et ont été immatriculés entre 2008 et 2013. Citroën les avait déjà appelés à passer au garage depuis janvier 2025, mais sans les immobiliser. De nouveaux tests effectués sur une voiture en Loire-Atlantique, au nord de cette ligne donc, ont montré une «dégradation des propriétés» du nitrate d'ammonium, le produit qui sert à gonfler le coussin en cas d'accident, selon un porte-parole du groupe Stellantis

à l'AFP. Le groupe Stellantis a donc décidé d'étendre «par précaution» la mesure d'immobilisation au reste de la France, a-t-il indiqué.

Usines mobilisées

Sollicité lundi, le ministère des Transports a précisé cependant qu'il avait demandé dès le mois de décembre 2024 à Stellantis de lancer cette campagne «stop drive» pour les C3 et DS 3 dont «la durée de vie sûre» était «inférieure à l'âge du véhicule». Les propriétaires de ces véhicules sont appelés à prendre rendez-vous sur le site internet de Citroën. Lors du premier rappel en 2024, Stellantis a dû mobiliser en urgence son réseau de concessionnaires, assailli de demandes d'automobilistes redoutant un accident, prêter des milliers de voitures en remplacement et doper la production de nouveaux airbags adaptés. Mais le constructeur a maintenant des stocks d'airbags de remplacement et les concessionnaires peuvent les installer «tout de suite», a souligné le porte-parole. Le groupe a aussi mobilisé huit de ses usines en France pour accueillir des clients.

Avec lematin.ch

Tech

Apple dévoile son nouvel iPhone 16e, le moins cher de sa gamme

Avec un prix de départ de 629 francs, ce nouveau modèle sera disponible à l'achat dès le 28 février.

Apple a annoncé mercredi la commercialisation d'une version moins chère de son iPhone 16, dernière génération de son smartphone vedette, mais nettement plus onéreux que le SE, qu'il va remplacer, intelligence artificielle (IA) oblige. L'iPhone 16e sera disponible dans la plupart des marchés principaux du groupe californien à partir du 28 février, selon un communiqué. Aux États-Unis, il sera commercialisé au prix d'entrée de 599 dollars (pour 128 Go de mémoire), soit sensiblement moins que les 799 dollars que coûte l'iPhone 16 classique, lancé en septembre. En Suisse, il sera mis en vente à 629 francs pour la version la moins onéreuse.

Un SE nouvelle génération

Apple décline ainsi la stratégie lancée avec l'iPhone SE, modèle plus accessible mis sur le marché en 2016, avec des versions actualisées en



2020 et 2022. L'iPhone 16e se substitue ainsi à ce qui aurait été la quatrième génération de SE. Selon Apple, ce nouveau modèle présente une autonomie moyenne supplémentaire de 12 heures par rapport au SE. Le 16e offre «une option plus abordable qui permet d'ouvrir l'iPhone à encore plus de gens», a expliqué Kaiann Drance, vice-présidente marketing pour l'iPhone, cité dans le communiqué. Si le prix du 16e est nettement inférieur à celui du 16, il est, en revanche, bien plus élevé que celui SE, vendu jusqu'à présent 429 dollars aux États-Unis. Beaucoup d'observateurs s'attendaient ainsi à ce qu'Apple présente mercredi la quatrième génération

de SE à des prix proches de ses prédécesseurs.

Rattraper la concurrence

La mise en vente d'un modèle plus accessible que l'iPhone 16 doit aider Apple à redresser les ventes de son smartphone, qui ont légèrement fléchi au dernier trimestre 2024 (-0,8% sur un an). Apple fait ainsi face à une concurrence encore renforcée, en particulier sur le marché chinois où se distinguent des marques locales comme Huawei ou Xiaomi. Pour autant, pour Grace Harmon, du cabinet Emarketer, le nouveau produit est «une menace pour l'adoption de l'iPhone 16», Apple risquant ainsi la cannibalisation (un produit en concurrence un autre de la même marque). «Si un client (...) peut avoir les mêmes outils à deux tiers du prix, il aura moins de raisons de passer à l'iPhone 16», a-t-elle commenté.

(AFP)

L'éco en bref

Le bénéfice plonge, Mercedes-Benz taille dans ses coûts

Après Volkswagen, Mercedes-Benz a dévoilé jeudi un plan d'économies de plusieurs milliards d'euros alors que le groupe perd du terrain en Chine et sur le marché des véhicules électriques au point de prédire une année 2025 encore plus mauvaise que 2024. Le constructeur allemand a annoncé prévoir de réduire ses coûts de production de 10% d'ici à 2027. Le groupe de Stuttgart compte réduire la production dans ses usines, de 2,5 millions de voitures en 2024, à entre 2 et 2,2 millions d'ici à

2027. Le plan ne prévoit pas de fermetures d'usines en Allemagne mais comprend la délocalisation d'une partie de la production allemande en Hongrie «pour tirer parti des coûts, environ 70% inférieurs à ceux en Allemagne», indique un communiqué. Ce plan pourrait inclure des suppressions d'emplois, avec des programmes de départs volontaires et de pré-retraites, a indiqué l'en-



tourage de l'entreprise, qui emploie 166'000 personnes dans le monde, dont la majorité travaillent en Allemagne. C'est toute la filière automobile allemande, pilier de l'industrie nationale, qui est dans la tourmente, écrasée par le recul des ventes en Chine et les difficultés du passage à l'électrique. Le PDG de Mercedes-Benz, Ola Kaellenius, le membre du conseil d'administration chargé de la technologie, Markus Schaefer, et le directeur financier, Harald Wilhelm, à Sindelfingen, dans le sud de l'Allemagne, le 20 février 2025.

EDF engrange un bénéfice record pour 2024

Le géant électrique français EDF, revigoré par le redressement de sa production



électrique, a annoncé des bénéfices record pour 2024 et aborde l'année 2025 avec un agenda chargé. Le groupe a engrangé 11,4 milliards d'euros de profits l'an dernier, dopé par la «forte hausse» de sa production nucléaire et hydraulique et malgré la décreue des prix de l'électricité. «Nous avons des performances opérationnelles et commerciales qu'on peut

qualifier d'excellentes, qui permettent au groupe de réaliser des résultats financiers solides», a indiqué le PDG Luc Rémond lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes. L'État, unique actionnaire d'EDF, va toucher un dividende pour la première fois depuis plus de 10 ans, dont le montant sera de 2 milliards d'euros.

Vol historique de cryptomonnaies

La plateforme Bybit a annoncé vendredi qu'environ 1,5 milliard de dollars (1,3 milliard de francs suisses) en cryptomonnaies lui ont été dérobés, ce qui constitue le plus grand vol de l'histoire du secteur. «Au total,

environ 400 000 Ethereum, ce qui représente environ 1,5 milliard de dollars», ont été volés lors de l'opération, a déclaré lors d'une prise de parole sur le réseau social X Ben Zhou, cofondateur et dirigeant de Bybit. Les

Ethereum dérobés appartiennent aux clients de la plateforme dubaïote et celle-ci connaît en conséquence «une pénurie de liquidités». Mais Ben Zhou a assuré «travailler» à l'obtention d'un prêt relais auprès des «partenaires» de Bybit.

Nissan bondit en Bourse dans l'espoir d'un recours à Tesla

L'action du constructeur automobile japonais Nissan a bondi de plus de 11% vendredi à la bourse de Tokyo, sur l'espoir de voir le groupe américain Tesla d'Elon Musk investir dans le groupe en difficulté. Quelques moments plus tôt, l'agence Moody's venait de dégrader en catégorie spéculative la note

de l'obligation Nissan, dont le groupe français Renault détient 35%. Selon le «Financial Times», un groupe de responsables de haut niveau comprenant l'ex-premier ministre Yoshihide Suga «ont élaboré des plans» pour rapprocher l'entreprise du magnat américain Elon Musk et lui demander de devenir «un investisseur stratégique» dans Nissan, après l'échec de

ses négociations de fusion avec son rival Honda. Cette publication du «FT» a provoqué vendredi l'euphorie des investisseurs. Le projet envisage «un consortium d'investisseurs, avec Tesla comme principal bailleur de fonds» et «la possibilité d'un investissement minoritaire de Foxconn», afin d'«empêcher une prise de contrôle totale» par le taïwanais. Ils estiment que Tesla pourrait «souhaiter acquérir les usines de Nissan aux États-Unis», qui l'aideraient à doper sa production sur le sol américain afin de mieux échapper aux barrières douanières de l'administration Trump.



Sélection AFP & REUTERS

Activités d'urgence et de résilience de la FAO

Le Japon contribue à hauteur de 11,9 millions de dollars

Rome – L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a reçu 11,9 millions de dollars de contributions du gouvernement japonais pour intensifier ses activités d'urgence et de résilience dans les contextes humanitaires en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient.

Le financement soutiendra 14 projets essentiels visant à répondre aux besoins humanitaires urgents. Les fonds seront alloués pour répondre aux priorités clés suivantes : soutenir les petits agriculteurs touchés par les chocs climatiques et économiques en Afghanistan ; améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au Tchad, en particulier dans les régions touchées par la crise soudanaise ; fournir une assistance aux ménages déplacés au Mozambique ; améliorer les initiatives de gestion des inondations en Ouganda ; construire des routes agricoles et des canaux d'irrigation au Mali ; gérer les engins de pêche abandonnés, perdus ou jetés dans l'océan Indien occidental ; catalyser les investissements agricoles en Côte d'Ivoire, entre autres. « Nous remercions le gouvernement japonais pour cette contribution opportune. Ce



financement s'inscrit dans le cadre de l'engagement continu du Japon à répondre aux besoins urgents tout en favorisant des moyens de subsistance durables et résilients dans les communautés touchées par les crises », a déclaré Rein Paulsen, Directeur du Bureau des situations d'urgence et de la résilience de la FAO. « L'aide agricole d'urgence offre une bouée de sauvetage aux personnes les plus gravement touchées par les conflits, les crises climatiques et le ralentissement économique. Ce type de soutien permet non seulement de sauver des

vies, mais aussi de donner aux communautés les outils nécessaires pour assurer leur propre avenir en brisant le cycle de la dépendance, en revitalisant les marchés locaux et en favorisant un redressement durable », a-t-il ajouté.

Une coopération de longue date

Depuis son adhésion à la FAO en 1951, le Japon est un partenaire clé et une force motrice dans la lutte mondiale contre l'insécurité alimentaire. Grâce à sa collaboration de longue date avec la FAO, le Japon a contribué de manière significative à améliorer la

sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables, notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés et les communautés touchées par les conflits et les catastrophes naturelles. En 2024, le Japon a réaffirmé son engagement en versant une contribution substantielle de 11,2 millions de dollars pour soutenir les activités d'urgence et de résilience de la FAO en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Il s'agit notamment d'un projet de 3 millions de dollars pour le développement de la pêche continentale dans les commu-

nautés rurales au Sri Lanka ; la réponse aux inondations en Afrique de l'Est ; le soutien aux moyens de subsistance dans les zones touchées par le conflit en Ukraine ; le renforcement des moyens de subsistance ruraux dans la province de Cabo Delgado au Mozambique ; l'augmentation de la résilience des moyens de subsistance basés sur l'agriculture et l'élevage en Afghanistan ; le renforcement de la résilience des communautés touchées par

les inondations en Mauritanie ; et l'amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats nutritionnels grâce à une aide d'urgence et de relèvement rapide dans le nord de l'Éthiopie. Dans les régions touchées par les conflits et le climat comme le Tigré, où les agriculteurs locaux ont produit cinq fois plus de nourriture que l'aide extérieure en 2021, l'autosuffisance prouve son efficacité.



HOROSCOPE finance

Bélier Si vous êtes confronté à de sérieux problèmes d'argent, sachez que le coup de veine est possible aujourd'hui. Comme les astres seront indulgents, n'hésitez pas à forcer un peu la chance. Mais n'allez tout de même pas rêver comme Perrette et casser le pot au lait. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Taureau Mars vous rendra exagérément optimiste dans votre métier et vous incitera à sous-estimer les difficultés. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème.

Gémeaux Votre situation financière sera protégée par Jupiter. Cet astre sera un allié important lorsqu'il s'agira pour vous de négocier un nouveau contrat ou une prime quelconque. Il indique aussi que certains de vos revenus auront pour origine des activités artistiques ou concernant la grande restauration.

Cancer Ne vous encombrez pas de nouvelles responsabilités immobilières ou financières dans l'immédiat : vous mettriez en péril ce que vous avez construit péniblement. Contentez-vous du statu quo actuel.

Lion Pas de planète pour influencer les secteurs de votre thème liés à l'argent, ce qui vous mettra à l'abri des mauvaises surprises mais aussi vous privera d'un éventuel coup de chance. Certains d'entre vous profiteront de ces moments de calme pour réfléchir à une nouvelle manière d'employer leurs ressources. Peut-être aurez-vous envie, à plus ou moins long terme, d'acheter un appartement ou une maison. Dans cette optique, vous rechercherez les meilleurs moyens de valoriser vos économies.

Vierge En ce qui concerne vos placements, tournez-vous vers l'étranger ; vous ne le regretterez pas. En revanche, les jeux de hasard ne seront guère favorisés pour l'instant ; mais n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Balance L'ambiance planétaire de la journée rendra votre jugement chancelant en matière financière. Soyez donc d'une grande prudence dans les transactions. Les propositions mirifiques que l'on vous fait ne sont vraisemblablement pas très réalistes : tenez-en compte. Ne vous basez que sur des choses concrètes.

Scorpion Journée délicate financièrement. Faites le dos rond pendant toute la journée et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Capricorne Dans le domaine matériel, votre goût du risque sera exacerbé. Seulement, vous feriez bien de vous méfier et de ne pas jouer toutes vos économies sur un coup de dés. Évitez également de vous lancer dans des opérations financières trop audacieuses.

Sagittaire Les changements que vous êtes en train d'opérer auront de bonnes répercussions sur votre situation financière. Et les nouvelles perspectives qui s'offriront à vous devraient se révéler bien plus intéressantes encore sur le plan pécuniaire.

Verseau La protection de Pluton va s'étendre à votre budget et à tous vos problèmes d'ordre financier. Vous aurez l'occasion de faire des placements avantageux. Avant de vous engager, renseignez-vous juste dans les moindres détails et prenez conseil auprès de spécialistes compétents.

Poisson Avec cet aspect de Jupiter, ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de réorganiser vos placements. Jupiter vous permettra d'arrondir vos revenus.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs
Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur
Michel Yao AYEVA

Graphiste
A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



Santé maternelle & Assurance maladie universelle**Renforcement des capacités des médias communautaires**

Le mercredi 19 février 2025, le Palais des Congrès de Kara a abrité un atelier de formation destiné aux journalistes et responsables de radios communautaires des régions Savanes, Centrale et Kara. L'objectif était de renforcer leurs connaissances sur la Santé Maternelle et Infantile (SMI) et l'Assurance Maladie Universelle (AMU), afin qu'ils puissent efficacement relayer ces informations auprès des populations. Une cinquantaine de participants ont répondu à l'appel.

● **Vivien Atakpabem**

Le premier module, animé par M. Eyas-sama P. ADOM, point focal du programme WE-ZOU au Ministère de l'Accès aux Soins et de la Couverture Sanitaire (MASCS), a mis l'accent sur la santé maternelle et infantile. Il a abordé les stratégies de réduction de la mortalité, le rôle des communautés et des professionnels de santé, ainsi que l'importance de la sensibilisation à travers les médias. L'atelier a également souligné le rôle crucial des examens médicaux tels que l'échographie, le groupage Rhésus et la numération formule sanguine dans le suivi des grossesses. Le second module, présenté par le Professeur Aklesso BAGNY, coordonnateur du Programme SSEQCU, s'est concentré sur les fondamentaux de l'Assurance Maladie Universelle (AMU). Il a expliqué les principes clés de l'AMU, notamment la solidarité, l'équité d'accès aux soins, la responsabilité individuelle et collective, la liberté de choix et la progressivité. Le volet financier



de l'AMU, qui repose sur les cotisations sociales, la contribution de l'État et la participation des patients, a également été abordé, ainsi que les organismes de gestion, à savoir la CNSS et l'INAM, joignables aux numéros respectifs 8323 et 8220. Un point essentiel a aussi été rappelé : chaque ménage peut couvrir jusqu'à six personnes, incluant l'assuré principal, son conjoint(e) et quatre enfants. Les défis liés à la mise en œuvre de l'AMU, notamment la hausse des coûts des soins, l'accessibilité en zones rurales et la qualité des prestations, ont été au centre des échanges entre les participants et les formateurs.

Un engagement renforcé en faveur de

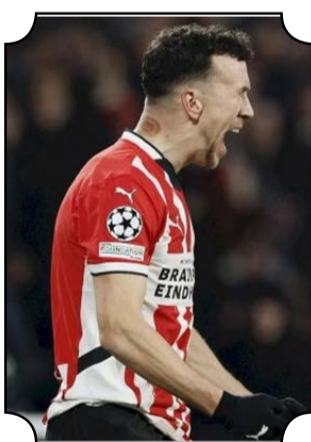
l'information sanitaire

À l'issue des présentations, une session d'échanges a permis d'apporter des clarifications sur les défis et opportunités liés à la couverture sanitaire universelle. Le Ministre Jean-Marie Koffi Ewonoulé TESSI a réaffirmé son engagement à renforcer les interactions avec les médias communautaires, qui jouent un rôle clé dans la diffusion d'informations en langues locales sur les programmes de couverture sanitaire. Il a insisté sur la nécessité de compter sur une presse engagée, constructive et porteuse de propositions pour accompagner la politique nationale en matière de protection sociale.

PSV Eindhoven**La nouvelle jeunesse du vétéran croate Ivan Perisic**

Décisif à l'aller comme au retour contre la Juventus en Ligue des Champions, Ivan Perisic a montré qu'il lui restait de bons restes à 36 ans. L'ailier croate s'est bien relancé du côté du PSV Eindhoven.

Il y a un an, Ivan Perisic surprenait son monde. Après une grosse carrière passée du côté de Dortmund, Wolfsburg, l'Inter Milan, le Bayern Munich ou encore Tottenham, l'ailier décidait de revenir dans son club formateur de l'Hajduk Split. Un choix du coeur qui intervenait après une rupture des ligaments croisés. Disputant 8 matches pour le club croate lors d'un prêt où il a pu retrouver ses sensations, il signalait définitivement cet été avec l'Hajduk Split. Une histoire d'amour qui a finalement tourné au cauchemar. Après l'arrivée de Gennaro Gattuso sur le banc du club croate, le joueur s'est brouillé avec son coach et cela a amené son départ. «Nous regrettons qu'une atmosphère ait été créée qui a eu un impact extrêmement négatif sur le club, mais surtout sur Ivan et sa famille,



qui ont subi de nombreux désagréments sans le mériter. Depuis le premier jour, on savait qu'Ivan resterait probablement jusqu'à la fin de l'été. Malheureusement, ces derniers jours, il y a eu des désaccords qui ont abouti à un accord à l'amiable et les deux parties ont calmement conclu que la coopération ne se poursuivrait pas. Dans les prochains jours, nous déciderons si la séparation prendra la forme d'un transfert ou d'une résiliation mutuelle

du contrat», annonçait ainsi le directeur sportif Nikola Kalinic. Libéré, l'ancien de Sochaux passera quelques semaines sans club de fin août à mi-septembre et allait signer du côté du PSV Eindhoven. Une expérience qui se passe plutôt bien pour lui actuellement. Essentiel dans l'animation des Boeren, il affiche déjà 6 buts et 8 passes décisives en 22 rencontres et a su s'imposer comme un cadre de l'équipe de Peter Bosz. Cela s'est notamment traduit en Ligue des Champions. Contre la Juventus en barrages, il a marqué à l'aller (défaite 2-1) et au retour (3-1 après prolongations) pour permettre à son équipe de rallier les 1/8e de finale. «C'est Ivan Perišić, c'est sûr. C'est un grand joueur et tu l'as encore vu dans son approche et sa finition», notait Noa Lang qui lui avait délivré une offre après la rencontre.

Avec footmercato.net

Le Togo au FESPACO 2025**Une participation sous le signe de la réforme cinématographique**

Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) a ouvert sa 29e édition ce samedi à Ouagadougou, sous la présidence du Capitaine Ibrahim TRAORÉ, président du Faso, et du Maréchal Mahamat Idriss Deby Itno, président du Tchad, pays invité d'honneur.

● **Nicole Esso**

Le Togo, représenté par une délégation conduite par Madame Yawa KOUIGAN, ministre de la Communication, des Médias et de la Culture, marque sa présence à cet événement majeur du cinéma africain. Lors de la cérémonie d'ouverture au Palais des sports de Ouaga 2000, cinéastes, producteurs et acteurs culturels du continent ont célébré la vitalité du 7e art africain. Pour le Togo, cette édition 2025 revêt une importance particulière, s'inscrivant dans la stratégie nationale pour la promotion du cinéma, adoptée en décembre dernier. Cette vision vise à dynamiser le secteur, en structurant la production cinématographique et en offrant une meilleure visibilité aux talents nationaux.



Preuve de cette montée en puissance, six films togolais figurent cette année dans la sélection officielle du festival, une performance qui illustre le renouveau du cinéma togolais et son ambition de s'imposer sur la scène internationale.

Un tremplin pour le cinéma togolais

Le FESPACO représente une opportunité unique pour le Togo d'affirmer sa place dans l'industrie cinématographique africaine. Au-delà des projections, c'est un cadre

propice aux rencontres professionnelles, aux échanges de bonnes pratiques et à la création de partenariats internationaux. L'essor du cinéma togolais repose notamment sur une volonté politique forte de structurer et de professionnaliser le secteur, l'émergence de jeunes réalisateurs et producteurs talentueux, un intérêt croissant du public pour le cinéma national, des collaborations accrues avec des institutions et festivals internationaux.

Une industrie en pleine évolution

L'engagement du Togo dans le domaine cinématographique s'inscrit dans une dynamique plus large de réhabilitation des infrastructures culturelles, de formation des acteurs du secteur et de financement des productions locales. Avec cette participation remarquée au FESPACO 2025, le pays envoie un signal fort quant à sa détermination à faire du cinéma un levier de développement culturel et économique. Le FESPACO, plus qu'un simple festival, est une vitrine du savoir-faire africain en matière de production cinématographique. Pour le Togo, cette 29e édition marque une étape décisive dans son ambition de repositionner son cinéma sur l'échiquier continental et international.

**Opportunités !!!**

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN